

Réponse de Storengy à la consultation publique du 24 octobre 2013 portant sur la proposition de GRTgaz d'une évolution exceptionnelle des règles d'équilibrage sur son réseau pendant l'hiver 2013-2014

Question 1 : Considérez-vous que la proposition de GRTgaz est de nature à renforcer la sécurité du système gazier en cas de pointe de froid ?

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités opérationnelles proposées par GRTgaz ?

Question 3 : Avez-vous d'autres remarques sur la proposition de GRTgaz ?

-O-O-O-O-O-

Storengy considère que la proposition de GRTgaz est de nature à renforcer la sécurité du système gazier en cas de pointe de froid, en évitant les forts déséquilibres des expéditeurs autorisés par les règles actuelles en toutes circonstances.

Il convient en effet de rappeler que ces règles permettent aux fournisseurs de réaliser des arbitrages sur leur déséquilibre journalier et que le cumul des déséquilibres dont le coût est mutualisé au sein du tarif de GRTgaz (« talon » et « écart de bilan cumulé ») peut atteindre jusqu'à 320 GWh/j, soit environ 8% de la capacité journalière totale du réseau GRTgaz. Cette situation a déjà conduit à plusieurs reprises GRTgaz à alerter la communauté des fournisseurs sur l'impérieuse nécessité d'un équilibrage journalier en période froide.

On ne peut à cet égard que regretter que les talons et les tolérances n'aient pas été réduits de manière plus importante et plus rapide, comme cela avait été par exemple envisagé par la CRE lors de la consultation publique du 21 juin 2012, ce qui aurait probablement évité de devoir mettre en place cet hiver ces mesures exceptionnelles.

Storengy réitère son souhait d'une disparition totale et la plus rapide possible des talons et des tolérances offerts aux expéditeurs par les opérateurs de transport, sur toutes les zones d'équilibrage. **En particulier, Storengy appelle, au-delà de la suppression des écarts de bilan cumulé déjà actée, à la suppression définitive des tolérances dès le 1^{er} avril 2015, conformément au code de réseau européen et sans dérogation.**